

C'EST LEUR CRISE QUI TERRORISE !

Petite histoire de la crise

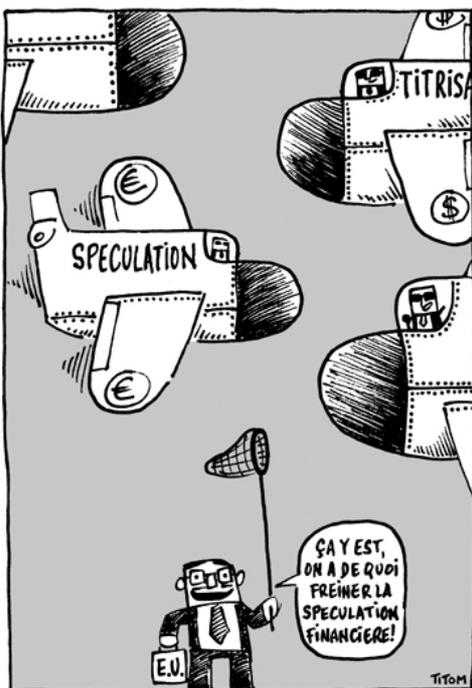
- Tout d'abord, tous les pare-feux qui auraient pu permettre de la contenir ont été détruits par la déréglementation financière mise en œuvre par les gouvernements, aucune entrave n'étant plus mise à la libre circulation des capitaux.
- Ensuite, la quasi totalité des institutions financières du monde ayant participé à la course spéculative engagée dans la finance, aucun pays n'a été protégé de la déflagration.

La crise financière s'est transformée en crise économique mondiale et la récession est là. Cette récession devient internationale et touche également les pays émergents. L'activité économique dans le monde se contracte fortement et les licenciements se multiplient dans tous les pays. Des millions de gens sont brusquement plongés dans la pauvreté, perdent leur logement et voient leur conditions de vie se dégrader fortement.

La crise actuelle n'est pas simplement le produit du comportement de "traders fous" et de banquier-ère-s cupides. C'est bel et bien la responsabilité du système capitaliste qui est directement engagée.

Par notre travail, nous contribuons toutes et tous à la richesse collective. Le système actuel est organisé pour que quelques un-e-s s'accaparent la majeure partie du profit permis par ce travail. Les bas salaires, le chômage, la misère des retraités, etc. ne sont pas une fatalité mais la conséquence de choix de société. C'est avec ce système qu'il faut rompre. Il importe d'imposer des mesures visant à briser les reins de la domination de la finance sur tous les aspects de la vie et des mesures d'urgence sociale visant à protéger chacun-e des effets de la crise. Il s'agit fondamentalement de mettre en œuvre une autre logique économique basée sur la satisfaction des besoins sociaux et une nouvelle répartition de la richesse produite.

Les patrons et les actionnaires se sont gavés de dividendes, de cadeaux fiscaux de toutes sortes, de rémunérations démentielles avec, à la clef, des fortunes qui dépassent l'entendement. C'est à eux de payer leur crise. A nous de leur imposer nos exigences sociales. Plus que jamais, la mobilisation populaire est nécessaire !



En Europe ?

Dans tous les pays, gouvernement et patronat mettent en œuvre une succession de plans d'austérité qui répondent aux exigences des institutions capitalistes mondiales : Fonds Monétaire International, Banque Mondiale, Banque Centrale Européenne, etc. Leur recette est simple : faire payer les peuples, exploiter toujours plus les travailleuses et les travailleurs, pour accroître le pouvoir et les profits d'une petite minorité.

Détruire les services publics et la protection sociale, bloquer les salaires et les pensions, augmenter la productivité des salariés, taxer la population laborieuse, installer la précarité dans tous les secteurs, attaquer les qualifications et les savoirs des travailleuses... c'est une guerre sociale qui est menée contre les salarié-e-s, les chômeurs/ses, les retraité-e-s.

Pour arriver à leurs fins, patronat et gouvernements s'attaquent à toutes les conquêtes démocratiques, aux libertés et droits syndicaux, anéantissent les législations sociales dans chaque pays, répriment celles et ceux qui résistent, stigmatisent les populations pauvres et immigrées.

La dette contractée par nos gouvernements successifs et l'endettement privé ont servi à dissimuler **un partage de plus en plus inégalitaire des richesses au profit des capitalistes, banquiers ou industriels, à accroître les bénéfices des actionnaires.**

Il faut annuler les dettes publiques dont nous ne sommes pas responsables. C'est le système lui-même qui est en crise, qu'il faut mettre en cause, auquel il faut opposer une alternative.

Il faut répartir autrement les richesses que nous produisons ; des mesures immédiates peuvent être prises ; nos mobilisations peuvent les imposer : modifier totalement les systèmes fiscaux, augmenter les salaires, pensions et indemnités, créer des emplois socialement utiles et stables écologiquement viables, etc. Mais cela doit s'appuyer de mesures structurelles fortes : développer des services publics pour tous les secteurs, assurer la protection sociale de tous, promouvoir la formation et la culture, rendre effective l'égalité entre hommes et femmes, etc.

La crise fait monter la xénophobie et le racisme. Nous dénonçons cet état de fait et rappelons que les responsables de cette situation sont les capitalistes qui accentuent leur pouvoir par cette division des peuples.

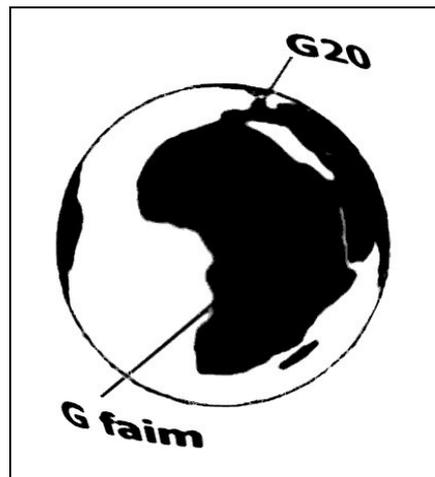
Contre les processus d'appauvrissement des peuples du Sud et la gouvernance capitaliste : Le Forum Social Mondial et le Forum des Peuples

Véritables sommets alternatifs, ils ont pour objectif de permettre une expression de tous et toutes en créant un espace d'échanges, de débats et d'initiatives en contrepoint des G8 et G20.

Ces contre-sommets ne se contentent pas d'une simple opposition aux simulacres de gouvernance offerts par les G8 et G20, mais offrent un cadre démocratique en vue d'une réappropriation des enjeux sociaux, économiques, et écologiques par les acteurs eux-mêmes.

Le Forum social mondial, qui existe depuis 2001, s'est étendu internationalement et a permis l'organisation croissante de multiples contre-sommets, en réaction à la vacuité de leurs pendants institués.

Ainsi, le Forum des Peuples s'est déroulé cette année à Niono au Mali, pendant le G20 de Cannes. Il rassemble les représentants des divers mouvements sociaux maliens, africains et internationaux, en vue de contribuer à la lutte globale contre le néolibéralisme par la mise en place de réflexions et d'outils favorisant une réelle redistribution des richesses et des savoirs, et permettant de créer un socle de revendications plus globales respectant les réalités de chaque peuple.



Un contre-sommet a aussi été organisé à Nice, à proximité du G20 lui-même, par la coalition G8G20. Le mot d'ordre « Les peuples d'abord, pas la finance », à déjà réuni associations, ONG, organisations, syndicats, indignés... Alors même que les gouvernants se sont réunis à Cannes pour asseoir un peu plus leur pouvoir, le contre-G20 a proposé débats, conférences, ateliers et actions.

Les activités s'organisant autour des six axes qui ont émergé au sein de la coalition, et qui représentent une base de revendication plus globale :

inégalités, austérité : y'en a marre !

Refuser l'instrumentalisation de la dette publique, faire respecter les droit des femmes et en finir avec l'oppression patriarcale...

La vie, pas la bourse

Taxer la finance, en finir avec les paradis fiscaux, contrôler l'activité bancaire...

Ne jouez pas avec notre nourriture !

Rendre illégal l'accaparement des terres par les firmes multinationales, défendre la souveraineté alimentaire, favoriser l'agriculture à échelle humaine et respectueuse de l'environnement...

Changer le système, pas la planète

Définir un socle de biens communs universels, comprenant les ressources naturelles et fondamentales nécessaires à tous-tous ; en finir avec les politiques productivistes qui creusent toujours plus les inégalités...

Indignés, révoltés, solidarité

Soutenir les processus de démocratisation, faire cesser l'hypocrisie des pays dits développés face aux dictatures, garantir la liberté de circulation des hommes et des femmes...

ils sont 20, nous sommes des milliards

repenser complètement le mode de gouvernance, en intégrant les acteurs directement concernés dans la prise de décision...

En accord avec ces principes, nous revendiquons :

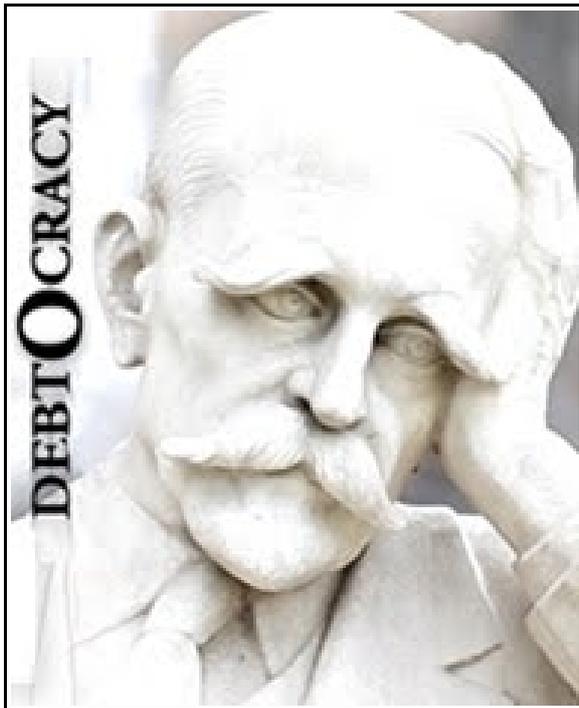
- **La fin de l'exploitation néo-impérialiste des pays du Sud par ceux du Nord**
- **Une meilleure répartition des richesses**
- **La mise en place d'une véritable taxation des bénéfices, et un encadrement des rémunérations des grands patrons**
- **La possibilité pour tous et toutes d'accéder à des conditions de vie décentes, par la mise en place d'un socle de protection sociale et de politiques publiques axées sur l'humain, et non sur le marché.**
- **L'annulation de la dette qui pèse sur tous les pays**

Un événement mondial... *Et des répercussions locales*

Cela peut paraître lointain, abstrait... mais ces décisions politiques et économiques nous concernent toutes, car elles pérennisent le système capitaliste en place.

Pour mieux comprendre les enjeux du G20, pour en débattre, pour échanger, et pour trouver collectivement des alternatives à cette table ronde élitiste et condescendante, nous vous invitons:

Mercredi 9 novembre 2011
Cité Allende salle A02
19h00



Le G20... Et maintenant ?

Ce film documentaire s'attache à expliquer les causes de la crise grecque, et ses conséquences sur la population, bien loin des préoccupations des élites dirigeantes.

La preuve en est, alors que le premier ministre grec Georges Papandréou avait annoncé un référendum sur la question du plan d'austérité, les technocrates du G20 ont fait pression (avec succès) en vue d'annuler cette ébauche de démocratie.

Cette instance illégitime qu'est le G20 a donc pris une décision qui va affecter plus de 10 millions de personnes sans leur consentement alors que tout indique que le peuple aurait rejeté le plan d'austérité..

**Debtocracy est un documentaire paru en 2011 sur la
crise grecque de 2010**

**Il a été entièrement financé par des donations...
Un film par et pour le peuple**

**Réalisé par deux journalistes grecs Katerina Kitidi et
Aris Hatzistefanou.**

CONTACTS :

sudetudiant-lorient@hotmail.fr

cnt-pontivy@mailoo.org

Sylvain : 06 20 54 80 55

Adrien : 06 43 85 16 66

Union
syndicale
Solidaires

Union
Syndicale
Solidaires
SUD
LORIENT
étudiant-e



CNT 56